

# Pour une réflexion agricole et alimentaire au PCF

Le PCF a de bonnes intuitions. Nous n'avons jamais cessé de faire des prix agricoles la pierre angulaire de notre discours. Quand d'autres partis s'intéressaient aux débouchés commerciaux, au verdissement du modèle de production, à l'investissement ou au "coût" du travail, notre ligne est restée limpide. Notre tradition de dialogue avec le MODEF ou la Confédération paysanne nous a permis de garder « les pieds sur terre ». La notion du prix rémunérateur, reprise aujourd'hui sans aucune perspective par Macron, est restée notre boussole et il est plus que jamais nécessaire de garder cette réflexion agricole dans le Parti, au service d'une alimentation pour tous.

## I. Des rendez-vous manqués

Pour autant, le PCF n'a pas su depuis le congrès de 2013 prendre la mesure de la colère dans le monde agricole et rural. Les manifestations des "bonnets rouges" contre l'Ecotaxe et le centralisme jacobin en Bretagne en sont l'un des premiers exemples. Lors de ce mouvement important, sur fond de crise des secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, les forces du progrès social n'ont pas été audibles, laissant la place aux intérêts du patronat et à ses porte-paroles. Faute de projet à présenter et de relais dans les organisations de terrain, nous n'avons pas su agréger le mécontentement populaire. Quel dommage, quand on sait qu'ils reprisent le vieux slogan du mouvement progressiste "vivre, travailler et décider au pays" ! Doit-on se satisfaire de la qualification de ce mouvement de "nigauds" par Jean Luc Mélenchon ?

Nous n'avons pas réussi à fédérer largement autour des idées du parti dans les zones de montagne et où se pratique le pastoralisme. Si dans certains territoires, les fermes sont plus solides économiquement (comme par exemple en Franche Comté, en Haute Savoie ou dans l'ouest des Pyrénées, du fait de prix rémunérateurs et d'un contrôle des moyens de production), ce n'est malheureusement pas le cas du sud de l'arc alpin, le reste des Pyrénées, le Massif Central ou les Vosges. Nous n'avons pourtant pas à rougir de nos prises de position pour la défense des services publics ou de notre opposition franche aux traités de libre-échange. Cette opposition aux traités de libre-échange et également à la concurrence intra-européenne pourrait être l'objet d'une grande campagne. Notre parti a été également complètement transparent sur la question du loup, laissant la défense des travailleurs des montagnes à Estrosi et sa clique ! N'était-ce pas notre rôle que de s'immiscer dans ce débat qui concerne les conditions de travail et la biodiversité ? Si nous avons su garder quelques zones d'influence dans le massif central, force est de constater que les résultats électoraux ne sont pas à hauteur. Couplée à la simple disparition de la Terre, un des rares organes de presse mettant en valeur le monde rural et les savoir-faire agricoles, cela doit nous faire réfléchir à notre stratégie.

Durant la dernière période, nous avons également eu du mal à avoir un discours audible sur l'Europe. Qu'on se le dise : l'époque où l'Union Européenne achetait les consciences du monde rural en finançant des salles des fêtes et en garantissant des prix agricoles est révolue. La conversion progressive de la Politique Agricole Commune en politique de concurrence et de libre-échange, avec l'abandon, réforme après réforme de tous les outils d'intervention publique sur les volumes et les marchés, en fait aujourd'hui un des principaux leviers de concentration des fermes et de dérégulation de la production agricole. Par ailleurs les fonds de développement ruraux sont devenus trop complexes à gérer, excluant de fait les petites communes et poussant à l'inter-communalisation, l'éloignement de la vie démocratique des citoyens et donc, la métropolisation. Et favorisant une agriculture de production en quantité et de vente à l'export au détriment de la qualité en excluant les zones de montagne et de pastoralisme. Encore une fois, c'est l'histoire d'un rendez-vous raté, car les réflexions dans le

Parti sur la PAC existent et les rencontres européennes au sein du PGE sont une réalité. Nos députés européens travaillent sur cette question, qui sera centrale dans le cadre de notre programme pour les élections européennes. Il est plus que temps de sortir du bois !

Enfin, il est impossible de ne pas aborder le grand rendez-vous manqué de cette période : Notre-dame-des-Landes. Notre premier tort est de ne pas avoir eu de réflexion sur le foncier et notamment la question de la protection du foncier agricole. Cette absence de prise de conscience dans le Parti des enjeux liés à la disparition massive de foncier agricole, principalement au profit d'un étalement urbain inconsidéré au service d'une métropolisation, nouvel outil institutionnel de la concentration sociale et territoriale des richesses, est inquiétante. Notre second tort est de ne pas avoir vu que cette mobilisation, dans sa participation et dans sa forme, dépassait largement la question de la Loire Atlantique. Notre déconnexion avec le mouvement syndical était importante, que ce soit la CGT-Vinci ou la Confédération paysanne, tous deux étant contre le projet ! Nous partons aujourd'hui de très loin pour replacer le Parti dans les forces de ceux qui luttent pour un autre aménagement du territoire. Une nouvelle loi sur le foncier agricole et le contrôle des structures est en préparation cette année, à nous de ne pas louer le coche.

## **II. Un projet et un espace agricole pour le Parti, en faveur de paysans nombreux et rémunérés**

Tout récemment, Macron s'est emparé de la question agricole. Il sent bien que le divorce est plus rapide que prévu avec les habitants des territoires ruraux. C'est normal : Macron en plus d'être le président des riches, est le président des villes. Son ancrage dans la ruralité est encore faible. Son discours de Rungis sur le monde agricole, qui propose un changement de production à la suite des États généraux de l'alimentation, ne doit tromper personne. Si l'on reparle enfin de la question économique dans le cadre national, le « ruissellement » pour les producteurs ne sera pas au rendez-vous : son refus de l'intervention de la puissance publique dans les relations commerciales, dans un cadre toujours plus dérégulé et ouvert à toutes les concurrences et tous les dumpings, laissera le renard toujours plus libre dans le poulailler. Les industriels et les grandes surfaces, guidées par leurs stratégies de rentabilité financière, continueront de dicter leurs lois aux paysans et consommateurs. Sur un autre registre, la fin de non-recevoir brutale du gouvernement à la proposition de loi d'André Chassaigne en faveur de la revalorisation des petites retraites agricoles est très mal passée. Dans ce contexte de déception et de dévoilement de la cohérence libérale des choix politiques actuels, nous avons de l'espace pour proposer et agir. Si certains de nos choix stratégiques sont contestables, le travail programmatique et de réflexion mené depuis 2013 est intéressant, sans doute trop peu partagé dans le Parti.

a) Allier des propositions nationales et institutionnelles...

Le dossier « Comment bien nourrir la Planète », paru dans La revue du Projet en 2014 est une bonne base de réflexion. Notre programme agricole en 2012 fourmille également de mesures applicables et émancipatrices. Dans la perspective des élections européennes de 2019, il est impératif de partager et confirmer collectivement notre projet pour la PAC. Celui-ci doit s'écrire à plusieurs, notamment en associant nos camarades européens. Il doit être avant tout un projet économique pour les territoires ruraux. Nous devons rester extrêmement fermes par rapport à ceux qui ne voient l'agriculture que par le prisme sociétal. Les leaders du mouvement « végan » sont les exemples les plus iconoclastes de cette dérive. Surfant sur des vraies dérives de l'agriculture industrielle, ils stigmatisent le travail de tous les paysans et des métiers de la viande en les traitant d'assassins. Ils parlent « d'anti-spécisme » qui n'est qu'un remake d'une vieille doctrine élitiste et malthusienne. Non, notre projet de PAC doit se concentrer sur les enjeux fondamentaux pour l'Europe : quels mécanismes de régulation des

marchés et de soutien à l'agriculture pour subvenir aux besoins alimentaires de 500 millions d'Européens, en quantité comme en qualité ? Plusieurs mesures pourraient être mises en avant : maintien d'un budget fort et solidaire au service d'une grande Politique Agricole et Alimentaire Commune, réorientation du premier pilier au profit d'un soutien à l'actif, à l'installation et à la montée en gamme des productions, définition de nouveaux outils en faveur de garanties de revenus et de gestion dynamique des volumes et des stocks, soutiens spécifiques au transfert des pratiques agricoles durables sur chaque type de production...

Cette notion de quelle production agricole pour quelle alimentation doit donc être la base du projet agricole du parti. Il faut renouveler l'espace de réflexion qu'était la commission « PAF », qui a l'immense richesse de mettre autour de la table des syndicalistes de l'agroalimentaire, des paysans, des syndicalistes de l'enseignement agricole, acteurs associatifs du monde rural... Nous devons l'élargir et en faire un outil de construction, d'élaboration et de résonance du projet communiste dans les territoires ruraux. Pour cela, il faut que ce collectif se renouvelle et s'ouvre un peu plus aux acteurs associatifs et syndicaux mais également à ceux qui représentent les consommateurs (INDECOSA, mouvement des AMAP, mouvement coopératif...). De cet espace renouvelé, de sa capacité d'analyse, de production de propositions concrètes et d'un lien plus resserré avec nos élus, nous serons en mesure de mettre en débat et de porter l'exigence d'un autre avenir pour les territoires ruraux.

#### b) Avec des propositions d'actions immédiates

Le PCF s'est fait reconnaître par sa capacité à tisser des réseaux, et à permettre à la réalisation d'un communisme du quotidien. Aujourd'hui, la majorité des cellules et sections du Parti sont basées en zone urbaine (ce qui n'a pas toujours été le cas, le premier député communiste étant par exemple un paysan) ; comment ne pas imaginer que ce réseau urbain tissé par nos sections puisse servir à créer des engagements, des engouements en faveur de la vie agricole, en faveur du développement de la connaissance de l'agriculture par les jeunes ou moins jeunes travailleurs ou chômeurs urbains ? L'agriculture manque de bras, certaines terres continuent d'être abandonnées et l'offre de production alimentaire reste faible dans la proximité immédiate des grandes villes. Alors même que se sont développées des initiatives originales de mises en valeur de ces terres en France (Aubagne) ou à l'étranger (La Havane), notre parti pourrait utiliser ce savoir-faire et le faire se démultiplier, face à la multiplication des friches industrielles, la multiplication des temples de la consommation ou même le logement péri-urbain qui ne survit que par l'externalisation toujours plus forte des emplois en dehors des centres-villes. Reconnaître que l'alimentation et l'agriculture sont à la base de la vie en société et la survie de tout humain, c'est reconnaître qu'il faudra toujours des hommes et des femmes pour prendre en charge ce travail, et que le PCF peut y avoir un rôle en proposant une alternative collective et responsable, qui a aussi des impacts sur la souveraineté alimentaire à l'autre bout de la planète,

#### **Premiers signataires :**

Gabin Aymard, adjoint au maire d'Antraigues sur Volane, PCF 07

Maxime Bergoso, PCF 75

Mathys Boucherie, PCF 35

Julien Brugerolles, conseiller municipal de Paslières, membre du secrétariat du PCF 63

Adrien Frouin, PCF 49

Ambroise Mazal, conseiller municipal de Digne-les-bains, PCF 04

Pierrick Monnet, membre du CD du PCF 01

Florian Monteil, PCF 47

Olivier Morin-Repinçay conseiller municipal à Mont-près-Chambord, PCF 41

*Pour signer cette contribution ou nous contacter, vous pouvez utiliser l'adresse suivante :  
contributionagricolepcf2018@gmail.com*